



UNRISD

United Nations Research Institute for Social Development

Document de travail 2020-9F

Créer un environnement favorable à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) grâce aux politiques publiques à Durban, Afrique du Sud

Susan Steinman

Rédigé pour le projet de l'UNRISD :

Promouvoir l'économie sociale et solidaire par le biais de politiques publiques :
Lignes directrices pour les gouvernements locaux

Août 2020

Les documents de travail de l'UNRISD sont publiés pour
encourager la discussion et les commentaires critiques.



United Nations Research Institute for Social Development

UNRISD

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est un institut autonome de recherche au sein du système des Nations Unies qui se livre à des recherches pluridisciplinaires sur les dimensions sociales des questions actuelles de développement, et qui analyse les politiques menées sur ces sujets. Nous nous employons à faire en sorte que l'équité, l'intégration et la justice sociales soient au centre de la réflexion sur le développement des politiques et des pratiques en la matière.

UNRISD, Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse

Tél : +41 (0)22 9173020
info.unrisd@un.org
www.unrisd.org



Le Forum Mondial de l'Economie Sociale (GSEF) est un réseau international visant à promouvoir l'économie sociale et solidaire (ESS) en tant que stratégie pour un développement économique local durable des villes et territoires et pour la réalisation des Objectifs du développement durable (ODD) à travers leur localisation. GSEF accompagne les gouvernements locaux à travers le monde dans le processus de collaboration avec les acteurs de l'ESS pour la co-élaboration de politiques publiques et l'établissement d'écosystèmes locaux durables propices au développement de l'ESS.

© Droits d'auteur © Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) et le Forum Mondial de l'Economie Sociale (GSEF).

Ce document n'est pas une publication officielle de l'UNRISD. La responsabilité des opinions exprimées dans les études signées incombe uniquement à leurs auteurs/autrices, et la mise à disposition sur le site Internet de l'UNRISD (www.unrisd.org) ne constitue pas une approbation par l'UNRISD des opinions qui y sont exprimées. Aucune publication ou distribution de ces documents n'est autorisée sans l'autorisation préalable des auteurs/autrices à l'exception d'un usage personnel.

Table des Matières

Résumé	viii
1 Introduction	1
1.1 Durban comme terrain de recherche.....	1
1.2 Méthodologie.....	2
1.3 Limitations et délimitation de l'étude	3
1.3.1 Limitations de l'étude	3
1.3.2 Délimitations	3
2 Panorama du secteur de l'ESS en Afrique du Sud	4
2.1 Organisations à But Non Lucratif	4
2.2 Coopératives	5
2.3 L'économie informelle.....	5
2.4 Stokvel, sociétés funéraires et mutuelles	6
2.5 L'importance de l'ESS et son champ d'action	6
3 La création de synergies au niveau national	8
4 Coordination entre l'eTMM et les instances gouvernementales.....	10
4.1 Instances décisionnelles supérieures à l'eTMM.....	10
4.1.1 L'importance d'un "moteur" de croissance des coopératives au sein du KZN	11
4.1.2 Élaboration de la stratégie du KZN - Assemblée législative provinciale	12
4.1.3 Autonomie des coopératives versus droit du travail.....	12
4.2 Politiques et institutions de l'eTMM.....	13
4.2.1 La capitalisation des politiques et des institutions existantes.....	13
4.2.2 Principes qui sous-tendent les stratégies et les plans de mise en œuvre	13
5 Les principaux acteurs	15
5.1 Ministères et organismes gouvernementaux nationaux	15
5.2 La municipalité métropolitaine de eThekweni (eTMM)	16
5.3 La Chambre de commerce et d'industrie de Durban (DCCI).....	17
5.4 Institutions académiques à l'échelle de l'eTMM	18
5.5 Secteur privé	18
6 Politiques et institutions pour la promotion de l'ESS.....	19
6.1 Promotion de l'ESS et commercialisation de ses biens et de ses services	20
6.1.1 La municipalité métropolitaine de eThekweni (eTMM)	20
6.1.2 La Chambre de commerce et d'industrie de Durban (DCCI)	22
6.1.3 L'Agence pour le développement des petites entreprises (SEDA)	23
6.1.4 Les universités	23
6.1.5 Les Organisations représentatives	23
6.2 Financement et accès au financement.....	23
6.2.1 Le cas de la municipalité d'eThekweni (eTMM).....	23
6.2.2 L'Agence pour le développement des petites entreprises (SEDA)	24
6.2.3 L'Agence financière pour les petites entreprises (SEFA).....	24
6.2.4 Les Organisations, associations et autres acteurs impliqués	25
6.3 Planification	25
6.3.1 L'eTMM	25

6.4	Formation et capacité de construction de projet	27
6.4.1	<i>La municipalité métropolitaine d'eThekweni (eTMM)</i>	27
6.4.2	<i>La Chambre de commerce et d'industrie de Durban (DCCI)</i>	27
6.4.3	<i>Agence pour le développement des petites entreprises (SEDA)</i>	28
6.4.4	<i>L'Incubation d'entreprises</i>	28
6.4.5	<i>L'eTMM</i>	29
6.4.6	<i>L'Agence pour le développement des petites entreprises (SEDA)</i>	29
6.4.7	<i>Les universités</i>	29
6.5	Mise à l'échelle et mise en réseau	29
6.5.1	<i>Mise à l'échelle</i>	29
6.5.2	<i>Mise en réseau</i>	30
6.6	Suivi et évaluation	31
6.6.1	<i>L'eTMM</i>	31
7	Conclusions et recommandations	34
7.1	Conclusions	34
7.1.1	<i>L'eTMM comme catalyseur</i>	34
7.1.2	<i>Mise en tutelle des coopératives</i>	34
7.1.3	<i>Relations intergouvernementales</i>	34
7.1.4	<i>Le projet de Livre vert sur l'économie sociale (GPSE)</i>	34
7.1.5	<i>Synchronicité</i>	35
7.1.6	<i>Corruption</i>	35
7.1.7	<i>Le rôle des universités</i>	35
7.1.8	<i>La commercialisation</i>	35
7.1.9	<i>Les marchés publics</i>	35
7.1.10	<i>Les soutiens non-financiers</i>	36
7.1.11	<i>Incubation</i>	36
7.1.12	<i>Se connecter aux communautés</i>	36
7.1.13	<i>Plaidoyer des acteurs impliqués</i>	36
7.1.14	<i>Financement</i>	37
7.1.15	<i>Droit du travail</i>	37
7.1.16	<i>Défis opérationnels</i>	37
7.2	Recommandations	38
7.2.1	<i>Soutenir l'ESS</i>	38
7.2.2	<i>Marchés publics ciblés</i>	38
7.2.3	<i>Une politique de co-construction avec les acteurs impliqués</i>	38
7.2.4	<i>Le secteur informel</i>	38
7.2.5	<i>Synchroniser les principes coopératifs et le droit du travail</i>	38
7.2.6	<i>Mise en tutelle</i>	38
7.2.7	<i>Cartographie des ressources</i>	39
7.2.8	<i>Formation à coordonner</i>	39
7.2.9	<i>Médiateur</i>	39
7.2.10	<i>Résolution des conflits</i>	39
7.2.11	<i>Les défis de la distance</i>	39
7.2.12	<i>Commercialisation des technologies</i>	39
7.2.13	<i>Le Livre vert sur l'économie sociale (GPSE)</i>	40
7.2.14	<i>Entité juridique pour les entreprises sociales</i>	40
Bibliographie		41
Annexes		45
Annex A: The Statistics for Registered SSE-entities and non-SSE entities by CIPIC		45
Annex B: Policies and Legislation at the National level Impacting the Social and Solidarity Economy		48
Annex C: The Final Draft Green Paper on the Social Economy		51

Encadrés

Encadré 1 : Le projet de livre vert sur l'économie sociale	10
Encadré 2 : L'autonomisation économique des personnes noires et les coopératives.....	13
Encadré 3 : Exemples réussis de mise à l'échelle.....	30
Encadré 4 : Mise en réseau par le biais des associations représentatives.....	31

Liste des graphiques

Figure 1 : Image des zones géographiques gérées par les différentes échelles de gouvernement.....	2
Figure 2 : Sources multiples de données.....	3
Figure 3 : Plan de Développement Inclusif 2019/2020.....	14
Figure 4 : Présentation du Plan de Développement Coopératif	19

Liste des tableaux

Tableau 1 : Données statistiques relatives au nombre d'entités de l'ESS et hors ESS	7
Tableau 2 : Nombre total de coopératives dans chaque province.....	11
Tableau 3 : Introduction au Plan de Développement Coopératif.....	25
Tableau 4 : Suivi et Evaluation.....	34

Sigles et Acronymes

BBBE	Autonomisation économique à large échelle des personnes noires
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
CBDA	Agence de développement des banques coopératives
CCMA	Commission de Conciliation, de Médiation et d'Arbitrage
CFI	Institutions Financières Coopératives
CIPC	Commission de la Propriété Intellectuelle des Entreprises
CIS	Programme d'encouragement aux coopératives
COFISA	Institution financière coopérative d'Afrique du Sud
CPAS	Unité de soutien à la participation et à l'action communautaire
CSE	Centre pour l'Entrepreneuriat Social
DCCI	Chambre de commerce et d'industrie de Durban
DGA	Directeur Général Adjoint
DSBD	Département du développement des petites entreprises
DSD	Département du Développement Social
DUT	Université de technologie de Durban
eTMM	Municipalité d'eThekweni
ESS	Economie Sociale et Solidaire
GPSE	Livre vert sur l'économie sociale
GSEF	Forum mondial de l'économie sociale
IDC	Coopération au développement industriel
KZN	Kwa-Zulu Natal
NACFISA	Association nationale des institutions financières coopératives d'Afrique du Sud
NACSA	Association nationale des coopératives d'Afrique du Sud
NPC	Société à but non-lucratif
OBNL	Organisation à But Non Lucratif
OEES	Organisations et Entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OIT	Organisation Internationale du Travail
SANACO	Coopérative représentative nationale sud-africaine
SRAS	Services fiscaux sud-africains
SEDA	Agence pour le développement des petites entreprises
SEFA	Agence financière pour les petites entreprises
UKZN	Université du KwaZulu-Natal
UNRISD	Institut de recherche des Nations unies pour le développement social
ZAR	Rand sud-africain

Remerciements

L'auteur de cette étude tient à remercier les personnes et organisations suivantes pour avoir rendu cette étude possible :

- L'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (UNRISD) et le Forum mondial de l'économie sociale (GSEF) ont - outre le fait d'avoir lancé l'initiative et fourni le financement - supervisé l'étude et apporté une contribution et un soutien précieux.
- Le Département du développement des petites entreprises (DSBD) et les personnes suivantes d'avoir participé à l'étude en se livrant à des entretiens ainsi que d'avoir fourni d'autres matériaux, afin d'enrichir leur contribution et pour appuyer cette étude de cas.
 - M. Jeffrey Ndumo, Directeur Général Adjoint des Coopératives.
 - Mme Smangele Manzi, Directrice des Coopératives, Zone 2 au sein du Département du développement économique et du tourisme (DSBD) de l'Assemblée législative provinciale du Kwa-Zulu Natal.
 - Mme Maria Swart et Mme Dina Makhothong de la Commission de la propriété intellectuelle des entreprises (CIPC) du DSBD pour avoir fourni des statistiques sur les coopératives et autres entreprises d'Afrique du Sud.
- La municipalité d'eThekweni et les personnes mentionnées ci-après qui ont donné de leur temps en participant à des entretiens et qui ont aussi partagé des ressources, afin de compléter les informations collectées.
 - Dr Nuthan Maharaj, Planificateur Principal au Département politique, stratégie, information et recherche (Unité de développement économique et de la promotion des investissements) de la municipalité d'eThekweni.
 - Mme Nonhle Memele, Responsable chargée des coopératives du Département de l'aide aux Entreprises, du Tourisme et des Marchés.
 - M. Mbuyiselwa Ngobese, Facilitateur du programme Coopératives au sein du Département de l'Aide aux Entreprises, du Tourisme et des Marchés.
- La Chambre de commerce et d'industrie de Durban (DCCI) et les personnes mentionnées ci-après pour avoir participé à des entretiens et pour avoir fourni des ressources, afin de compléter leur contribution.
 - M. Lucian Naidoo, Directeur, Marketing et Communications.
 - M. Yolani Nagoor, Directeur, Politique et Plaidoyer.
 - Mme Nanana Sabela, Responsable du développement des entreprises.

Je remercie chaleureusement les institutions et les personnes susmentionnées d'avoir rendu cette étude possible à travers leur participation et leur soutien enthousiastes.

Résumé

L'établissement d'un environnement propice à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) dépend largement de la co-construction des politiques publiques avec les acteurs économiques, et de leur engagement dans la mise en œuvre de ces politiques à toutes les échelles, notamment au niveau local. La ville de Durban est, en cela, un exemple dans la création d'un environnement favorable au développement de l'ESS, grâce au processus de co-construction et à la mise en œuvre de ces politiques dans un cadre de collaboration étroite.

La municipalité métropolitaine d'eThekweni (eTMM)¹ située dans la province du KwaZulu-Natal (KZN), a réussi à établir un climat propice à l'ESS, grâce à la mise en place de son Plan de Développement Coopératif (CDP). Ce projet, réalisé en collaboration avec les partenaires et les acteurs impliqués², est perçu, aujourd'hui, comme un modèle reproductible dans d'autres régions d'Afrique du Sud.

Divers défis socio-économiques ont fait proliférer les organismes de l'ESS dans le pays. Ainsi, les structures de l'ESS actives³ recensées, représentent aujourd'hui entre 16% et 18% du total des entreprises actives enregistrées (tous secteurs économiques confondus) en Afrique du Sud. Dans le paysage national de l'ESS, la province de KZN représente un modèle, qui compte 32 % de toutes les coopératives référencées et environ 20 % des Organisations à But Non Lucratif (OBNL).

En dehors des politiques d'habilitation à l'échelle nationale, le succès du gouvernement provincial dans le développement de coopératives sur le territoire de la municipalité métropolitaine de l'eTMM (Durban) réside dans son engagement en faveur d'une politique locale, construite grâce à la collaboration des différents acteurs économiques avec les pouvoirs publics locaux.

Le CDP de l'eTMM fournit une assistance administrative et technique et des opportunités de formation pour améliorer la compétitivité et la durabilité de l'ESS. Le programme d'assistance de l'eTMM comprend, entre autres, les éléments suivants :

- Faire transitionner les emplois municipaux dans certains domaines, tels que l'entretien, le nettoyage des espaces verts, etc., vers des formes de coopératives de travail.
- Mettre en place des formations pratiques en réponse à des besoins identifiés.
- Renforcer le lien entre les différentes entités de l'ESS en mettant en place des événements, tels que les foires commerciales, sur un principe de mise en réseau.
- Faciliter l'engagement d'institutions telles que les universités, l'Agence pour le développement des petites entreprises (SEDA), la Chambre de commerce et d'industrie de Durban (DCCI) et d'autres services gouvernementaux dans les programmes de formation à destination des coopératives, dans tous les domaines d'activités et de gouvernance.
- Fournir de la formation spécialisée en compétences liées aux nouvelles technologies.
- Cibler les coopératives de travail associées de l'eTMM qui viennent de se convertir à ce statut, afin de leur fournir les compétences et les ressources nécessaires à leur développement.
- Fournir une aide aux coopératives dans la rédaction de documents administratifs et bureaucratiques afin que ces dernières puissent approcher les banques coopératives de la région et/ou les agences

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_20628

